

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 28 janvier 2008

N° 343 · PRIX 0,60 Euro



KENYA

UN RÉGIME SANGUINAIRE

QUI SE MAINTIENT PAR LA RÉPRESSION

ET QUI UTILISE LA VIOLENCE ETHNIQUE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Page 2

Editorial

Kenya: un régime sanguinaire qui se maintient par la répression et qui utilise la violence ethnique

Page 3

Côte d'Ivoire:

- Une loi contre la xénophobie?
Une loi purement démagogique
- Les travailleurs n'ont rien à attendre d'un Mahan Gahé pas plus que ses homologues ...

Page 5

Mali:

- Avec l'appui de Bush et de Sarkozy, Toumani Touré s'apprête-t-il à lancer une offensive contre la rébellion ?
- Emeute dans un avion transportant des Maliens expulsés.

Page 8

Moyen Orient: des brèches dans le mur d'enfermement du peuple palestinien.

ABONNEMENT
FRANCE

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :
Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY Cedex

KENYA

UN RÉGIME SANGUINAIRE QUI SE MAINTIENT PAR LA RÉPRESSION ET QUI UTILISE LA VIOLENCE ETHNIQUE

Le 27 décembre dernier, l'ancien président-dictateur Mwai Kibaki s'est auto-proclamé élu après avoir fait bourrer les urnes et trafiqué les résultats des élections présidentielles et législatives pour se maintenir au pouvoir. Cette annonce a provoqué la colère des populations; cela a mis le feu aux poudres. Même les dirigeants des pays impérialistes qui soutiennent son régime, eux qui en pareil cas se taisent, ont cette fois-ci reconnu qu'il y a eu fraude.

Raila Odinga, le candidat de l'opposition, qui bénéficie du soutien d'une grande partie de la population des quartiers populaires de Nairobi ainsi que d'autres grandes villes, a exigé la démission de Kibaki, et a appelé ses électeurs et ses partisans à descendre dans les rues pour protester contre la confiscation du pouvoir par ce dernier et son parti. Malgré les tentatives de réconciliation de John Kuffor, secrétaire de l'UE (Unité africaine) et de Kofi Annan, ancien secrétaire général de l'ONU (Organisation des nations unies) pour ramener la paix dans le pays; malgré le couvre-feu instauré par le régime dans la région du Rift, au nord-ouest, les affrontements sanglants continuent.

La répression du pouvoir a été très violente. On parle d'un millier de morts et plus de 250000 personnes déplacées. Mais cette violence n'a pas enrayé la contestation car les populations en ont assez de la dictature de Kibaki et de la corruption de son régime. Elles aspirent à un changement. Kibaki est au pouvoir depuis 2002 mais son parti règne en maître absolu sur le pays depuis plusieurs décennies. Les caisses de l'Etat sont vidées par les dirigeants alors que les populations vivent dans un dénuement total. Ce n'est pas seulement contre les fraudes électorales que les populations des quartiers pauvres se sont révoltées mais aussi contre tout ce que représente Kibaki et son régime.

La révolte, qui au départ, a pris d'emblée un caractère politique, semble avoir glissé, après plusieurs jours d'affrontements avec les forces de l'ordre, vers des règlements de compte à caractère ethnique.

Le Kenya, comme la plupart des pays d'Afrique, est composé d'une mosaïque d'ethnies. Les dirigeants politiques n'hésitent pas à s'appuyer sur les populations de leur ethnie respective, à s'en servir comme marche-pied, pour se glisser dans les rouages du pouvoir. Mais en cas d'opposition

politique au sommet de l'Etat, cela rejaillit sur les ethnies. C'est le cas actuellement entre Kibaki et Odinga pour la lutte au pouvoir. Cela a pris un caractère dramatique.

Dans la vallée du Rift, par exemple, où les partisans de Raila Odinga sont majoritaires, ces derniers s'en prennent aux Kikuyu, de l'ethnie de Kibaki. Ils sont tués, leurs habitations sont incendiées, leurs biens, bétail et autres animaux domestiques sont confisqués. On déplore, dans cette seule région, des dizaines de morts ces derniers jours. Les policiers, dépêchés de la capitale pour venir au secours, sont pris à partie. Mais une fois les assaillants repoussés, la police se retire. Alors les Luo de l'ethnie de Odinga, reviennent attaquer les

Kikuyu. A Nairobi, des bandes de jeunes Luo armés de machettes, dressent des barrages, pourchassent les Kikuyu.

A supposer que Kibaki laisse le pouvoir au profit de Odinga, la situation des populations pauvres ne va guère s'améliorer. Les deux hommes sont du même bord. Kibaki était vice-président au temps du dictateur Arap Moi; Odinga était plusieurs fois ministre sous le même régime. Il n'est donc pas exclu que les deux hommes s'entendent pour gouverner le pays aujourd'hui. En effet, sur le plan politique, rien ne les oppose, à part les ambitions personnelles. Autant dire que la situation de misère sur laquelle s'est développée la violence inter-ethnique actuelle n'est pas prête de finir.

CÔTE D'IVOIRE

UNE LOI CONTRE LA XÉNOPHOBIE ? UNE MESURE PUREMENT DÉMAGOGIQUE !

Pendant ses tournées dans la région d'Azopé, Gbagbo a promis très prochainement de faire voter une loi contre la xénophobie, le tribalisme et le racisme. Il répond ainsi à KKB, le leader de la jeunesse PDCI qui a affirmé que 5 000 baoulés ont été tués dans la région de Gagnoa sans que le régime en place n'ait pris aucune mesure.

Que les accusations de KKB soient vraies ou pas, est une chose. Ce qui est sûr et que le régime ne peut plus nier, comme il l'a fait jusque là, ce sont les actes de barbarie qui ont régulièrement sévi dans ce pays. Et il y en a d'ailleurs tellement qu'on ne peut même pas énumérer tout. On peut tout juste rappeler quelques faits qui ont le plus marqué les esprits. Il y a eu la chasse contre les Nigériens dans cette ânerie de « sexe qui disparaît »; il y a eu la chasse aux Ghanéens après un simple match de football en 1993 avec son lot de morts ; il y a eu les nombreuses atrocités à l'encontre des Burkinabés dont celle de 1999 dans la région de Tabou ; il y a eu aussi cette barbarie contre les pêcheurs maliens connus du nom de « bozo », notamment dans la région d'Ayamé en 2000. Depuis les premières heures de la crise armée, des milliers de Burkinabés ont été chassés de leurs plantations dans l'Ouest forestier, avec son lot de morts, de viols et autres exactions, surtout dans la

région de Duékoué, et Guiglo. Et tous ces faits, se sont passés au vu et su des pouvoirs qui se sont succédé et au moins avec leur complicité coupable. Encore aujourd'hui, à longueur de journée, les ressortissants étrangers subissent toutes sortes d'exactions des « forces de l'ordre ». Ces dernières continuent nuitamment de les harceler dans leurs quartiers, avec leur cortège de vols ou même de viols au coin des rues, sans que cela ne soit considéré comme des actes xénophobes ou condamnables. Dans ce registre, comment ne pas citer le grand massacre dont ont été victimes les populations dioulas dans les quartiers pauvres d'Abidjan, notamment à Abobo. Il faut rappeler ici le massacre et les cadavres entassés dans le « charnier de Yopougon », dont les auteurs avérés étaient exclusivement constitués des corps habillés, exécutés des basses œuvres du régime ! Rappelons que les auteurs de ce charnier ont été purement et simplement acquittés après la tenue d'un procès complètement bidon, et leur acquittement a été d'ailleurs ovationné publiquement par Gbagbo en personne. Après tout cela, comment croire que la simple mise en place d'une prétendue « loi contre la xénophobie » y changerait quelque chose ?

Tous ceux qui ont vécu dans ce pays ces 20

dernières années, savent que toutes ces barbaries qui ont régulièrement déferlé dans ce pays ont été toujours artificiellement montées par les principaux dirigeants politiques, à commencer par Gbagbo, Bédié, Guéi et autres mais aussi par de nombreux intellectuels secondés par les plumitifs travaillant sous leurs ordres et qui s'appuyaient sur les bas instincts des gens.

Mais si ces barbaries ont facilement pris corps c'est parce que la grande majorité des populations vivant dans ce pays y est réduite à une misère extrême.

me. Il devient alors facile pour ces politiciens, de donner en pâture des boucs émissaires qu'ils rendent responsables de tous les maux.

C'est dire que ce n'est pas parce qu'il y aurait une loi qu'il n'y aura plus de barbarie dans ce pays. Tant que des populations seront réduites à la misère et tant que des politiciens avides se disputeront le pouvoir, le risque de barbarie y sera toujours présent. C'est donc aux ouvriers et aux populations pauvres de comprendre qu'ils n'ont rien de bon à attendre venant de ces politiciens au service de la classe riche, quelle que soit l'étiquette qu'ils affichent.

CÔTE D'IVOIRE

LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN À ATTENDRE D'UN MAHAN GAHE, PAS PLUS QUE DE SES HOMOLOGUES DE L'UGTCI

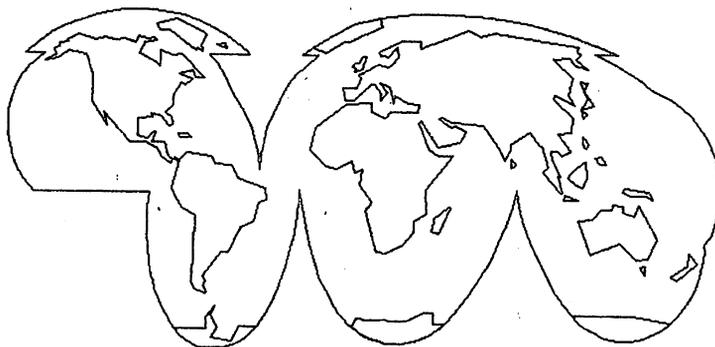
Mahan Gahé le secrétaire général de la centrale syndicale « Dignité » (le deuxième syndicat, très proche du FPI) dans une interview accordée au journal le "jour plus" promet de faire un « sale coup contre l'Etat ». Son sale coup consisterait à faire « boycotter les élections 2008 » par les travailleurs. Mais qu'il nous explique donc en quoi boycotter les élections changerait le sort des travailleurs ? Est-ce que cela empêchera le patronat d'exploiter les travailleurs ?

Quelques mois auparavant ce même Mahan Gahé, avait donné « deux mois d'ultimatum » au gouvernement pour que celui-ci revoit à la baisse les prix des denrées de première nécessité. Mais une fois

ce délai passé, a-t-il au moins bronché, alors qu'entre temps, les prix ont encore augmenté ? A-t-il usé de sa position de dirigeant syndical pour impulser des luttes afin d'arracher une augmentation générale des salaires, du moins de compenser ces hausses des prix ?

Bien sûr que non ! D'ailleurs y a-t-il vraiment lieu d'attendre cela de ce type qui tenait il n'y a pas longtemps des propos xénophobes ? Ces propos ont divisé les travailleurs et les ont affaiblis face aux patrons. De toute évidence les patrons et le gouvernement ne les ont pas oubliés puisque Mahan et d'autres dirigeants syndicaux mènent un train de vie sans rapport avec celui du monde du travail.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

MALI

**AVEC L'APPUI DE BUSH ET DE SARKOZY
TOUMANI TOURÉ S'APPRÊTE-T-IL À LANCER
UNE OFFENSIVE CONTRE LA RÉBELLION TOUAREGUE ?**

Après avoir rendu visite au chef de l'Etat français, le président malien s'apprête à se rendre prochainement à Washington sur invitation de George Bush. L'objet de cette visite qualifiée de «visite de travail» est d'obtenir un appui militaire conséquent auprès des dirigeants des grandes puissances en vue d'éradiquer la rébellion touarègue qui sévit dans la région Nord du Mali depuis le début des années 1990.

Avec ses propres moyens, l'Etat malien n'est pas en mesure de faire face militairement à cette rébellion. Toute la région située au nord de la ville de Gao échappe à son contrôle. Même l'armée n'ose pas y mettre les pieds, encore moins l'administration. Les quelques incursions militaires qui ont été tentées se sont soldées par des échecs. Des véhicules transportant des soldats ont explosé sur des mines posées par les partisans du chef du mouvement armé touareg, Ibrahim Ag Bahanga. Celui-ci détient en captivité une quarantaine de soldats maliens depuis août 2007 et nargue les autorités de Bamako, impuissantes. Il s'est même permis de faire un geste « de bonne volonté » en libérant quelques uns des otages à l'occasion du dernier ramadan. Tout dernièrement, ce sont dix autres soldats maliens qui ont été libérés à l'occasion du nouvel an.

Bien qu'ayant envie d'en découdre, le président Toumani Touré fait mine de cultiver l'image d'un homme épris de «paix». Mais même sur ce terrain il se fait rouler dans la farine par les dirigeants de la rébellion. Il y a eu plusieurs «accords de paix» signés, notamment celui du 4 juillet 2006, à Alger. Mais après quelques mois ils n'étaient plus respectés. Les dirigeants du mouvement rebelle touareg réclament tantôt une autonomie plus grande de leur région, tantôt la création d'un ministère spécial pour le «développement» de leur région, tantôt l'intégration de leurs cadres au sein de l'armée et de l'administration.

Depuis la capture de 40 soldats maliens par la rébellion, le président malien parle de moins en

moins de paix même s'il n'a jamais dit publiquement qu'il se prépare à la guerre intensive. Mais autour de lui, parmi les hommes politiques qui le soutiennent, on entend de plus en plus de notables parler de «sécurité intérieure», de «souveraineté territoriale», etc. Il n'est pas impossible que les autorités se préparent à l'offensive. Les députés ont été convoqués le 14 janvier en «session extraordinaire» pour rédiger une loi spéciale relative à la «lutte contre le terrorisme». Comme si le gouvernement avait besoin de faire ce cinéma parlementaire pour faire ce qu'il veut !

Dans le cadre de la lutte « contre le terrorisme », notamment contre le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), reconverti depuis en « Branche Al-Qaïda du Maghreb », le président malien a déjà obtenu l'aide des grandes puissances, plus particulièrement celle des USA. Cette dernière possède déjà au Mali une base militaire secrète, spécialisée, semble-t-il, dans la surveillance des activités et des communications des milieux terroristes islamistes. Au courant de l'année dernière, à l'initiative des USA appuyés par la France et la Grande Bretagne, une manœuvre militaire avait été organisée au Mali pour apprendre aux autorités maliennes quelques rudiments nécessaires en matière militaire.

Il n'est pas impossible que ces bases secrètes et les soutiens militaires accordés au Mali par les grandes puissances, destinées en principe à la lutte contre le terrorisme islamiste, servent demain à lutter contre le mouvement touareg agissant sur toute cette zone saharienne allant de l'Algérie au Niger.

Ce qui est sûr, c'est que si demain les autorités maliennes se lançaient dans cette guerre, la population laborieuse n'aura aucun intérêt à les soutenir car d'une manière ou d'une autre, c'est elle qui en payera les frais humainement et matériellement. De plus le gouvernement profitera de ce climat de guerre pour faire supporter encore plus

de sacrifices aux plus démunis, de continuer à bloquer par exemple les salaires dans la fonction

publique, de justifier la flambée des prix qui frappe les couches les plus pauvres de la population.

MALI

GRÈVE DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Les 21 et 22 janvier, une grève des enseignants du secondaire a paralysé une grande partie des écoles du Mali. Depuis plusieurs mois les enseignants réclament l'amélioration de leurs conditions d'existence : l'octroi d'une indemnité de logement, augmentation des salaires entre autres. Il y a eu plusieurs rencontres entre les autorités de tutelle et la Coordination syndicale des enseignants. Fatigués des promesses non tenues, ces derniers se sont mis en grève de 48 heures. Ils menacent de poursuivre leur mouvement en lançant un nouveau préavis de grève pour les 28 et 29 janvier si le gouvernement ne réagit pas positivement à leurs revendications.

Face à la cherté de la vie, aux prix des denrées alimentaires qui n'arrêtent pas de grimper,

les salaires déjà bloqués depuis des années ne permettent plus à ceux qui ont des revenus modestes de vivre tout simplement. Rappelons que les 26 et 27 juin dernier, c'est l'ensemble de la fonction publique du Mali qui avait été paralysée par une grève générale des employés de l'Etat. Cette grève avait même touché des entreprises du secteur privé malgré le fait que l'UNTM (Union nationale des travailleurs du Mali) avait limité cette grève dans la seule fonction publique.

Les difficultés qui amènent les enseignants à se battre sont les mêmes pour l'ensemble des travailleurs du pays, qu'ils soient du secteur étatique ou du privé. Le mépris du gouvernement à l'égard de leurs revendications est le même qu'il affiche envers l'ensemble des petites gens.

LES HABITANTS DE LA COMMUNE VI DE BAMAKO SUR LE QUI-VIVE

Des habitants de Yirimadio et Missabougou, de la commune VI de Bamako ne dorment plus tranquillement comme auparavant. Ils ont reçu de la mairie, un document daté du 9 janvier leur demandant de déguerpir avant la fin du mois. La raison est simple. La mairie prétend que plus de 5000 maisons qui s'étalent sur 113 hectares sont construites sur des terrains acquis illicitement. Les autorités prétendent aussi que les terrains en question sont des titres fonciers appartenant à la mairie de la commune VI de Bamako. Et de ce fait celle-ci considère les habitants qui s'y trouvent comme des «squatters». Aussi la mairie a-t-elle commencé à mettre des croix sur les maisons qui doivent être détruites.

En fait la vraie raison, c'est que dans cette zone il va y avoir la construction d'un grand hôpital, d'un troisième pont sur le fleuve Niger et certainement aussi des hôtels et des immeubles de luxe.

Mais les habitants de cette commune n'ont

pas l'intention de se laisser faire. Beaucoup d'entre eux ont acheté des champs auprès des anciens propriétaires. Ils ont reçu de la mairie des documents officiels avant de construire. Et pour cela un grand nombre d'occupants ont fait des économies pendant des années pour construire leurs maisons. Il faut s'imaginer que cela concerne des dizaines de milliers de personnes pour l'ensemble des habitants de ces quartiers. Pour l'instant ces habitants se sont regroupés dans une association appelée «Un dernier espoir de la vie», pour se défendre. Le président de cette association déclare « nous avons investi ici tout ce qu'on a économisé dans notre existence. S'il faut démolir, ce sera l'apocalypse ». Un autre déclare : « Si la mairie veut détruire nos maisons, elle doit d'abord nous tuer tous ».

Toute cette situation démontre que les autorités se moquent complètement de la population. Ce n'est pas du jour au lendemain qu'un gouvernement doit prendre une telle décision. Même dans ce cas-là, elle doit faire en sorte que tous les habitants

de ces quartiers retrouvent des logements équivalents sans perdre quoi que se soit à l'échange.

MALI

MALGRÉ LA MENACE DE FAMINE LES AUTORITÉS LAISSENT S'ENVOLER LES PRIX ALIMENTAIRES

Les prix de toutes les denrées ont monté en flèche sur les étals des marchands. Le gros pain passe de 250 à 300 francs CFA l'unité. Selon les pouvoirs publics, cette hausse est à imputer à deux facteurs concomitants : d'une part la montée vertigineuse du prix du blé sur marché international et d'autre part la hausse des prix du carburant.

Pour faire croire qu'ils ont trouvé des solutions alternatives, les responsables politiques et les acteurs patronaux font actuellement grand tapage sur une de leur trouvaille. Il s'agit du pain mixé ou « burufama », résultant d'un mélange de farines dont celle du blé importé mais aussi de maïs, de mil et de sorgho. De l'aveu même des services de santé, ce pain contiendrait nettement moins de protéines que celui fait avec la seule farine de blé. Le prix de vente de ce pain mixé serait légèrement inférieur au pain de blé.

Et cette solution n'en est pas vraiment une car le Mali ne dispose pas en quantité suffisante de ces céréales de substitution. Il y a donc un risque de

famine dès que les maigres stocks du pays arriveront à épuisement. Les pouvoirs publics annoncent cela comme s'ils n'y pouvaient rien. Mais ce sont eux qui ont une lourde responsabilité car ils ont délibérément favorisé les cultures d'exportation telles que le coton au détriment des cultures vivrières.

Aujourd'hui ce pays qui possède d'immenses régions où l'agriculture de subsistance est possible ne fait pas grand-chose pour développer la mécanisation et l'irrigation. Les paysans pauvres sont livrés à eux-mêmes, à la force de leurs muscles et aux aléas climatiques pour planter ce qu'ils peuvent avec des rendements dérisoires.

Dans les pays limitrophes tels que le Sénégal, la Mauritanie et surtout la Guinée, des coups de colère populaire salutaires ont bousculé les gouvernements. Le tapage actuel et le cinéma des responsables maliens autour de cette soi-disant trouvaille de nouveau pain ne les mettront pas à l'abri d'une éventuelle vague de colère des classes pauvres.

ÉMEUTE DANS UN AVION TRANSPORTANT DES EXPULSÉS VERS BAMAKO

Un avion sud-africain transportant 85 Maliens expulsés du Mozambique a atterri à Bamako le 15 janvier. Il a été saccagé à la suite d'une violente altercation à bord entre les expulsés et les policiers sud-africains qui les accompagnaient. Il y a eu des dégâts matériels importants.

Cette colère des expulsés a éclaté à la suite de mauvais traitements qu'ils ont subis de la part des policiers. Ces derniers après avoir dépouillé les expulsés de leurs biens, les ont attachés. Un des expulsés raconte : "Chacun de nous portait une ceinture électrique et chaque fois qu'on demandait de nous restituer nos sous, un policier à partir d'une commande activait les ceintures". Un autre relate tout ce qu'ils ont subi avant d'être expulsés : "je suis parti il y a six mois à Maputo, où j'ai passé 8 jours

avant de regagner Nanpula. Après, je me suis retrouvé à Mafufu pour travailler dans les mines. Lorsque le gisement de Mafufu s'est appauvri, je me suis rendu à la frontière zimbabwéenne... À notre arrestation, nous étions 230 étrangers, dont 80 Maliens. Le reste était des Guinéens et des Sénégalais. Des policiers et militaires sont venus nous arrêter à une heure du matin alors que nous étions dans nos chambres. Sur place ils ont tiré des coups de feu, tuant un individu. Ils nous ont sérieusement tabassés et électrocutés. Nos biens (téléphone, diamant... et argent) ont été saisis. Nous avons été déférés à la prison de Sounboye où nous sommes restés 11 jours. Après ils nous ont conduit à Maputo... Nous avons passé quatre jours dans une base militaire. Là-bas, l'ambassadeur du Mali en

Afrique du Sud a promis de venir nous voir et de s'impliquer afin que nous puissions entrer en possession de notre argent et des pierres précieuses. Mais il a préféré ne plus venir. Ce n'est pas un mépris ça ? Il nous a tués". Notons au passage que les autorités maliennes se sont tout juste contentées de pondre un communiqué expliquant qu'il s'agit de Maliens accusés d'avoir travaillé dans des mines de diamant interdites aux étrangers. Pas un mot sur le mauvais traitement infligé aux expulsés.

Ce n'est pas la première fois qu'une émeute éclate dans un avion transportant des expulsés. On se souvient de l'avion d'Air-France qui, en 2000, avait subi le même sort à son atterrissage à Bamako.

A force de subir des dégâts à bord de leurs avions, les compagnies aériennes réfléchiront peut-être par deux fois avant d'embarquer des expulsés à bord. Surtout lorsqu'il s'agit de les faire accompagner par des policiers brutaux.

MOYEN ORIENT

DES BRÈCHES DANS LE MUR D'ENFERMEMENT DU PEUPLE PALESTINIEN

Dans la nuit du 23 janvier, les artificiers du Hamas ont fait sauter à plusieurs endroits le mur d'acier et de béton qui tient lieu de frontière entre la Bande de Gaza (territoire palestinien) et l'Égypte.



Rafah 26 janvier : des Palestiniens franchissant la frontière égyptienne

Depuis plusieurs jours déjà de nombreux jeunes s'étaient attelés à la tâche de scier avec les moyens rudimentaires dont ils disposaient, cet édifice. Durant plusieurs jours, des dizaines de milliers de Palestiniens ont réussi à sortir de cette prison à ciel ouvert pour se rendre en Égypte voisine et s'y approvisionner en produits de première nécessité, vitaux pour leur

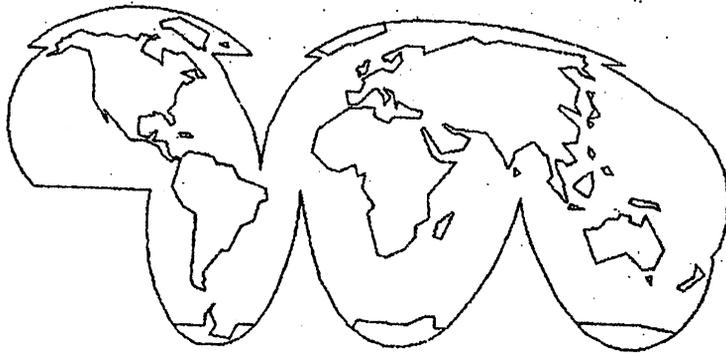
survie : lait, sucre, huile alimentaire, médicaments, essence, gaz et même moutons et vaches. Des personnes malades ont fait le déplacement pour bénéficier d'un minimum de soins dans un centre médical situé en territoire égyptien. De nombreuses familles de la ville de Rafah, séparées par l'érection de cette frontière depuis 1967 ont profité de l'occasion pour se rencontrer ne serait-ce que l'espace de quelques heures oh! combien précieuses par ces temps de blocus.

En effet depuis le mois de juin dernier, un blocus total a été imposé par Israël à la population de ce petit territoire pauvre et surpeuplé pour lui infliger une sorte de punition collective en réponse aux tirs de roquettes perpétrés par le Hamas. Les dirigeants israéliens bénéficient du soutien et de l'approbation des grandes puissances impérialistes, au premier rang desquelles figurent les États-Unis d'Amérique. D'ailleurs ceux-ci accordent une aide militaire et financière se chiffrant à plusieurs millions de dollars par an. En contrepartie de ces encouragements, l'État d'Israël joue dans le Moyen Orient le rôle de gendarme des intérêts impérialistes. Le peuple israélien est devenu un peuple oppresseur malgré lui et gardien de l'ordre impérialiste contre tous les peuples de cette partie du monde riche en pétrole. C'est cela qui est à la base d'un certain climat de frustration et de haine à son égard. Ces sentiments sont exploités à leur tour par les dirigeants du Hamas, qui eux, cherchent à instaurer un régime islamiste et un système social rétrograde au profit de certaines couches sociales privilégiées palestiniennes et arabes.

Finally ce blocus assassin instauré par Israël aura fait de nombreuses victimes innocentes au sein de la population assiégée. Mais force est de constater que celle-ci n'a pas plié les genoux ni cédé face à l'usage des mesures barbares à son encontre. La démonstration est faite que même les Etats parmi les plus puissants au monde ne peuvent pas enfermer un peuple derrière les barbelés, des murs, des frontières aussi solides et sophistiqués qu'ils soient et le priver de ses droits élémentaires.

Les délimitations frontalières, les hymnes et drapeaux nationaux sont les artifices d'une époque révolue. Ils ont été créés par le capitalisme pour diviser les peuples quitta à les dresser les uns contre les autres lorsque que les classes dirigeantes y trouvent un intérêt. De chaque côté des murs que les riches et les puissants érigent, que ce soit dans cette région du globe ou dans d'autres, il y a toujours des communautés, des peuples, qui réussissent tôt ou tard à trouver les chemins de leur unité.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.